

À Sciences Po Grenoble, l'extrême droite en guerre idéologique et politique contre l'indépendance de l'Enseignement Supérieur et les droits des étudiant·e·s

Le lundi 20 décembre, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, annonçait suspendre les financements de Sciences Po Grenoble¹. Cette décision interviendrait en réaction à la mise à pied de Klaus Kinzler. Cette mesure disciplinaire s'est faite attendre. L'IEPG avait entretenu cette vive polémique au début de l'année 2021, et rendu ce professeur d'allemand tristement réputé pour ses sorties médiatiques outrancières.

Des professeur-es accusé-es de racisme par leurs étudiant-es harcèlent leurs collègues

En novembre 2020 à l'occasion de la préparation d'une "semaine de l'égalité", celui-ci proposait de remettre en question l'usage du concept d'islamophobie dans le cadre d'une table ronde. Il a alors tenté de nuire à la liberté pédagogique d'une de ses collègues en commençant une campagne de dénigrement et de harcèlement à son endroit, au nom de sa seule opinion réactionnaire de déni de l'existence d'un racisme systémique à l'égard des

musulman·e·s. Cette enseignante lui opposait des articles scientifiques appuyant l'usage et la légitimité du concept d'islamophobie. Dans le cadre de ce débat universitaire fondamentalement violent, ce professeur est allé jusqu'au harcèlement moral, contraignant sa collègue à se mettre en arrêt maladie et à porter plainte².

Une institution élitiste responsable d'une passivité face aux propos réactionnaires d'un enseignant

La direction de l'IEP avait été très frileuse pour soutenir cette professeure, alors même que la défenseure des droits lui avait donné raison³.

Dans ses mails, M. Kinzler dénonce la "cancel culture", les "études postcoloniales" et explique qu'il n'a "aucune sympathie" pour l'islam et lui "préfère le christ". Il reprend aussi la thèse selon laquelle les musulman·e·s seraient a priori solidaires des terroristes, s'étonnant d'un prétendu manque de dénonciation des attentats de la part de la communauté

1 <https://twitter.com/SciencesPo38/status/1473318582452895749>

2 <https://twitter.com/raphkempf/status/1382696928648048648?s=20>

3 voir «Retour à Sciences Po Grenoble, où l'ambiance reste très dégradée trois mois après l'affaire des affiches dénonçant des professeurs», Philippe Reltien pour France Info



À Sciences Po Grenoble, l'extrême droite en guerre idéologique et politique contre l'indépendance de l'Enseignement Supérieur et les droits des étudiant.e.s

musulmane. Cette demande relève d'une islamophobie et d'un racisme ordinaire. Il suppose que les personnes musulmanes ou assimilées sont responsables et coupables des attentats.

Ce discours obscurantiste fut dénoncé dans sa dimension coloniale et raciste par des collages réalisés par des étudiant-es. Ces derniers, relayés en mars 2021 par l'Unef sur Twitter, ont donné naissance à une polémique. Depuis, elle n'a cessé d'enfler au rythme des prises de paroles diffamatoires et à charge de l'enseignant dans les médias ; celui-ci, dans ses multiples bravades, s'estime tour à tour victime des "islamo-gauchistes", des "Ayatollahs en germe", et d'une mise à l'écart idéologique à défaut d'admettre ses agissements.

Malgré tout, M. Kinzler n'a pas été exclu dans un premier temps pour ses propos islamophobes, ou à minima pour la rhétorique islamophobe qu'il a employée. Il n'a pas non plus été exclu pour harcèlement à l'encontre d'une collègue, alors que la défenseure des droits a donné raison à celle-ci.

Comme le font habituellement tous les IEP en situation de crise⁴, l'IEPG n'a pris de mesures que lorsque son image d'excellence a été compromise. Les exemples récents ne manquent pas : le climat de violences sexistes banalisées, mis en lumière par le #SciencesPorcs, a donné lieu à des mesures de façade dans la gestion et la lutte des violences sexistes et sexuelles à travers les IEP.

Kinzler a finalement été mis à pied par sa direction pour raison de "diffamation" et de "rupture de devoir de réserve". Autrement dit, il n'est sanctionné que de l'atteinte qu'il porte au prestige de l'institut chahuté par les polémiques. Nous fustigeons l'ordre de priorités et la faiblesse éthique de l'IEPG, qui n'estime pas nécessaire de sanctionner le harcèlement moral, les propos islamophobes et l'entrave aux libertés académiques, mais seulement ce qui nuit à sa façade. Néanmoins, la décision tardive de l'IEPG rallume la polémique sur la scène politique.

Un épouvantail politique de la part de Wauquiez

4

<https://twitter.com/SciencesPo38/status/1473318582452895749>



À Sciences Po Grenoble, l'extrême droite en guerre idéologique et politique contre l'indépendance de l'Enseignement Supérieur et les droits des étudiant·e·s

Dans son tweet annonçant la suspension des financements de la région Auvergne-Rhône-Alpes de l'IEPG, Laurent Wauquiez motive son geste en dénonçant "une dérive idéologique et communautariste inacceptable" de l'établissement. Pourtant c'est une déformation des faits : Klaus Kinzler a été suspendu non pas pour ses propos islamophobes et racistes, ce qui aurait été légitime, mais bien pour diffamation publique. Cette décision de Laurent Wauquiez constitue une ingérence politique dans les affaires internes de l'IEPG et est à ce titre irrégulière. Elle constitue un détournement de son pouvoir de président de région pour satisfaire son agenda politique, à un moment où son parti tente, à coups de discours réac' et fascistes, de draguer son aile droitière⁵.

Cette décision politicienne est un des nombreux effets d'annonce visant à surfer sur le contexte de montée de l'extrême-droite. Il s'agit d'une offensive de plus contre les luttes étudiantes et universitaires s'opposant à la prolifération de discours racistes et réactionnaires au

sein des lieux d'études.

En réponse, dans un communiqué, la direction de l'IEPG précise que les fonds alloués jusqu'ici par la région étaient destinés à l'attribution de bourse et au financement de projets d'action sociale. Par cette sanction antisociale, illégitime et rétrograde, Laurent Wauquiez pénalise ainsi directement les étudiant·e·s les plus précaires de l'IEP⁶.

Malgré le fait que cette décision risque de ne pas entrer en application du fait de son irrégularité, nos organisations soutiennent toute démarche visant à la faire annuler. Nous gardons néanmoins nos réserves sur l'attitude de la direction de Sciences Po Grenoble dans cette affaire, et nous appelons à se mobiliser massivement contre toute offensive raciste, fasciste et classiste sur nos lieux d'études.

À Sciences Po comme ailleurs, le racisme n'a pas sa place !

5
6

<https://t.co/WCvIE9zzSi>

<https://twitter.com/SciencesPo38/status/1473318582452895749>

